



**Rapport d'étape et plan de travail
Avril-juin 2004**

www.mdrp.org



Rapport d'étape et plan de travail

Avril-juin 2004

1. Le présent rapport fait le point des activités conduites dans le cadre du Programme multi-pays de démobilisation et de réintégration (MDRP) depuis la parution du précédent rapport trimestriel (janvier-mars 2004). Il s'articule autour des quatre composantes principales du MDRP : i) les programmes nationaux de démobilisation et de réintégration ; ii) les projets spéciaux ; iii) les activités régionales ; et iv) l'administration générale du programme. Sont joints en annexe des tableaux contenant les données actualisées des programmes nationaux et des projets spéciaux, un état financier non audité du Fonds fiduciaire du MDRP et un plan de travail révisé pour la période juillet-septembre 2004.

I. Programmes nationaux

Angola

2. Le 2 mars 2004, la partie de l'ADRP financée par la Banque mondiale et le MDRP est entrée en vigueur et le 27 avril 2004, le gouvernement a officiellement lancé le projet à l'occasion d'un atelier organisé dans la province de Huambo. Une mission d'appui de la Banque a été menée pour coïncider avec le lancement du projet et a donné lieu à un aide-mémoire qui a été remis aux partenaires. Des hauts représentants du gouvernement et des partenaires de la communauté du développement, des chefs locaux et traditionnels et des représentants des anciens combattants démobilisés ont assisté à cet atelier. Au cours de la cérémonie, certains des anciens combattants qui avaient déjà suivi une formation dans le cadre du programme national d'aide à la réintégration ont reçu des kits de réinstallation. Au 30 juin 2004, sur les 97 138 combattants démobilisés de l'UNITA, 55 588 avaient reçu des kits de réinstallation et 44 650 des indemnités de réinsertion (*subsídios de contingencia*), selon les chiffres du gouvernement. En outre, environ 6 300 d'entre eux ont été officiellement recrutés par les ministères de la Santé et de l'Éducation et 4 430 ont suivi une formation dispensée par le ministère de l'Administration publique, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

3. Dans le cadre plus spécifique des activités financées par la Banque/MDRP au cours du trimestre considéré, le gouvernement (IRSEM) a privilégié le renforcement des capacités d'exécution du projet et les actions initiales d'aide à la réintégration. S'agissant du renforcement des capacités, l'IRSEM (secondé par une équipe technique du PNUD), a formé une centaine d'agents au niveau national et provincial à l'utilisation du manuel d'exécution des projets, a engagé 16 aides ruraux à l'appui des actions municipales dans les provinces prioritaires, a recruté deux agents techniques et passé un contrat avec un consultant en informatique de gestion pour aider à mettre à jour le système de contrôle de la participation des bénéficiaires et le système de suivi et d'évaluation du projet, et a lancé un processus d'identification et de recrutement de conseillers régionaux et de partenaires stratégiques pour contribuer à l'effort de réintégration. Dans le cadre du programme national, l'IRSEM a également continué à accompagner l'effort de la FAO et des ONG locales partenaires qui distribuent des intrants agricoles (voir cet aspect dans la section « projets spéciaux » ci-après), a mené des activités d'information et de sensibilisation

dans le cadre du programme PRONASAR et a commencé à mettre en place les comités d'approbation des projets provinciaux qui seront chargés d'approuver les activités de réintégration proposées par les partenaires responsables de leur exécution. À la fin du trimestre, le MDRP a aidé le gouvernement à définir le cadre opérationnel du soutien aux enfants-soldats (non inscrits) et aux femmes liés à des groupes armés, en liaison avec le réseau de la protection de l'enfant et le ministère de l'Aide sociale et de la Réintégration. La Banque/MDRP, le gouvernement et la CE ont examiné la possibilité d'aider parallèlement ces groupes dans le cadre de l'ADRP

Burundi

4. Le 12 mai 2004, pendant la réunion qui a rassemblé les partenaires du MDRP à Bruxelles, les bailleurs de fonds ont approuvé un don de 41,8 millions de dollars au titre du Fonds fiduciaire multilatéral (MDTF) pour financer le programme de démobilisation, de réinsertion et de réintégration (DRRP). À la fin du trimestre examiné, on mettait la dernière main à l'accord de don nécessaire, qui devrait être signé vers la mi-juillet.

5. Le 30 juin 2004, le Gouvernement burundais a ratifié le don de l'IDA et continuait son travail pour satisfaire aux conditions d'entrée en vigueur pour le décaissement des ressources de l'IDA. Ces conditions sont les suivantes : i) l'adoption d'un décret portant définition du statut de combattant, ii) l'adoption d'un arrêté ministériel portant définition du statut de gardien de la paix et de combattant militant, et iii) la préparation d'un manuel d'exécution du programme. La Commission conjointe de cessez-le-feu (JCC) a déjà examiné en détail la définition du statut de combattant dans le cadre des travaux sur l'approbation du Plan d'opérations conjointes (JOP). Le 17 juin 2004, la Commission a donné son accord de principe pour l'approbation de ce plan. Des discussions sont en cours, sous l'égide de l'ONUB, pour harmoniser les éléments désarmement et démobilisation du JOP avec les plans actuels d'intégration dans l'armée et la police. Depuis la création, en mai 2004, de la Mission de l'ONU au Burundi (ONUB), conformément à la Résolution 1545 du Conseil de sécurité, la Banque mondiale et le secrétariat du MDRP travaillent en étroite coopération avec l'ONUB en vue de l'adaptation et de la mise en place des mécanismes de coordination des activités DDR et SSR respectivement.

6. Dans l'intervalle, le ES/NCDRR a démarré la réhabilitation de trois centres de démobilisation (Gitega, Randa et Muramvya) et le Programme devrait être techniquement prêt pour que les activités de démobilisation démarrent d'ici la fin juillet 2004.

7. La fourniture d'aliments essentiels et de secours non-alimentaires au personnel armé des partis et mouvements politiques réuni dans 11 zones de rassemblement se poursuit avec l'aide financière du DFID et de la CE. L'ONUB a commencé à vérifier le nombre de personnes présentes dans ces zones de rassemblement et à contrôler de plus près la livraison et la distribution de ces secours humanitaires. Cependant, les problèmes logistiques et sécuritaires que continue à poser l'aide ainsi fournie montrent combien il est important de lancer les activités de démobilisation et d'intégration dans l'armée et la police, et de libérer ces lieux de rassemblement le plus rapidement possible.

8. Les gouvernements belge, britannique, français et néerlandais ont conjointement mis en place une Équipe spéciale des opérations internationales pour la réforme du secteur sécuritaire (ESPOIR) afin de contribuer aux plans d'intégration militaire et du secteur sécuritaire des parties burundaises. À cet égard, le Gouvernement néerlandais a financé la création d'un « Centre

d'harmonisation » où les combattants de différents groupes seront regroupés pendant une courte période dans le cadre du processus d'intégration à l'armée.

DRC

9. Le 30 avril, le gouvernement de la RDC et la Banque mondiale ont conclu les négociations sur un don de l'IDA à hauteur de 100 millions de dollars pour financer le programme national de démobilisation et de réintégration. Le 25 mai 2004, ce projet a été présenté aux Administrateurs de l'IDA, qui l'ont approuvé. Le 12 mai 2004, les bailleurs de fonds du MDRP ont également approuvé ce projet et l'octroi d'un autre don de 100 millions de dollars prélevés sur le fonds fiduciaire. La Commission nationale (CONADER), chargée de l'exécution du programme national, met actuellement en forme finale les conditions d'entrée en vigueur arrêtées d'un commun accord. Le MDRP et la Banque mondiale accompagnent ce programme en accordant une assistance technique à la préparation des plans de passation des marchés, à l'exécution du projet et à la mise en place de l'informatique de gestion. La CONADER est sur le point d'engager de nouveaux consultants internationaux dans les domaines de la planification du désarmement et de la démobilisation, de la logistique, de la réintégration ainsi que de l'information et de la sensibilisation. Des dons de l'IDA et du MDRP ou des concours financiers bilatéraux de l'USAID, de la GTZ et de la France financeront ces services. La Belgique continue d'apporter un soutien technique et général à la CONADER sur les questions relatives au tronc commun, à savoir les domaines de recoupement du travail de planification et de mise en œuvre des processus DDR et SSR.

10. Le travail technique relatif au plan d'opérations conjointes se poursuit. L'état-major examine avec la CONADER la possibilité de lancer un programme-pilote de « centre d'orientation ». Un petit groupe technique se penche sur les modalités de cette opération.

Rwanda

11. L'exécution du Programme rwandais de démobilisation et de réintégration (RDRP) se poursuit. Au 15 juin 2004, 19 520 combattants au total, dont 532 enfants, avaient été démobilisés dans le cadre de la phase actuelle du Programme. Parmi ces combattants, 15 202 appartiennent aux Forces de défense du Rwanda (RDF) et 4 318 sont membres des groupes armés rwandais. Conduite en juin dernier, une mission d'appui à l'exécution du Programme a constaté que l'aide à la réintégration fournie dans le cadre du Programme a un impact positif sur les conditions de vie des anciens combattants, et le gouvernement a décidé de mener une étude de suivi des bénéficiaires et une analyse de la dynamique de réintégration dans la communauté.

12. La récente détérioration de la sécurité dans l'Est de la RDC freine encore davantage le rapatriement des membres des groupes armés rwandais en RDC, ce qui continue à limiter les possibilités du Programme de contribuer à la stabilité régionale. Le RDRC a sollicité le concours du Secrétariat du MDRP pour renouer des liens de coopération avec le gouvernement de la RDC en ce qui concerne le désarmement et le rapatriement des groupes armés rwandais.

13. En mai 2004, un conseiller à la réintégration, rémunéré par le DFID, a pris ses fonctions au secrétariat technique de la RDRC. L'aide de l'Allemagne à la réintégration communautaire dans le cadre de la RDRP a démarré au même moment. Cependant, les décaissements de l'aide allemande à la réadaptation médicale des anciens combattants handicapés continuent à progresser plus lentement que prévu. Dans l'intervalle, la RDRC utilise les ressources du fonds fiduciaire du MDRP afin de prêter assistance à ce groupe.

Autres programmes

14. Travaillant en étroite coopération avec les partenaires, le Secrétariat du MDRP a continué à contribuer à la préparation d'autres programmes nationaux.

- RCA : Le 8 juin 2004, l'accord de don de 9,8 millions de dollars du fonds fiduciaire du MDRP au profit du PNUD a été signé par la Banque mondiale et transmis à Bangui pour y être contresigné. Pour l'heure, le PNUD travaille en coopération étroite avec le gouvernement pour mettre la dernière main au manuel d'exécution des projets (MEP) et lancer les recrutements et d'autres activités préliminaires afin de démarrer le programme dès que les fonds seront disponibles.
- Congo : Une mission d'experts indépendants a conclu son évaluation des critères d'éligibilité qu'il est proposé de retenir pour le programme national et a finalisé son estimation du nombre d'anciens combattants à la fin du mois de mars. Elle a présenté ses conclusions au gouvernement et aux partenaires du MDRP à Brazzaville le 15 avril 2004. À partir de cette évaluation et dans le sillage des travaux avec les partenaires du MDRP lors de la réunion de Bruxelles en mai, le Secrétariat du MDRP a mis sur pied une mission pour évaluer les points de vue que suscite actuellement un éventuel programme national. La mission devrait se dérouler du 10 au 24 juillet 2004. Elle s'appuiera sur les enseignements tirés des expériences passées et travaillera conjointement avec le gouvernement et les partenaires pour mettre sur pied un programme à composantes multiples, bien coordonné, qui facilitera la transition vers une aide au développement normale. La CONADER a tenu sa deuxième session extraordinaire pour examiner les différentes possibilités de réintégration, de démobilisation et de réinsertion des milices Ninja de la région du Pool et pour se pencher sur le rapport de la mission d'experts indépendants.
- Ouganda : Le Gouvernement ougandais a officiellement demandé à participer au MDRP en novembre 2002. Depuis, des échanges de vues généraux se déroulent sur la possibilité de mettre en place un éventuel programme national de démobilisation et de réinsertion pour ce pays, mais aucune avancée concrète n'est intervenue pendant le trimestre considéré. Comme l'ont montré les travaux antérieurs, une éventuelle démobilisation devra s'appuyer sur des résultats concrets du processus d'examen de la défense et des progrès substantiels vers un arrêt du conflit violent dans le Nord du pays

II Projets spéciaux

15. Des accords juridiques ont été signés pour 8 des 11 projets spéciaux avalisés par les comités ad hoc de la RDC, de l'Angola, du Burundi et de l'Ouganda et approuvés par la Banque mondiale ; 7 de ces 8 projets sont opérationnels. Au total, un montant de 25,6 millions de dollars a été engagé à ce jour dans le cadre de ces accords juridiques ; 16,5 millions de dollars attendent encore la finalisation ou la modification d'accords de don. Les paragraphes ci-après font le point de la situation des projets spéciaux par pays. L'annexe 1 complète cette information.

- Angola : Le PNUD indique que le projet spécial MDRP continue à bien progresser, l'accent ayant été davantage mis pendant le dernier trimestre sur le renforcement de la capacité de l'IRSEM à exécuter le programme national. Plus précisément, le PNUD a contribué à l'amélioration des systèmes d'information, de suivi et d'évaluation du programme national, a

aidé 96 agents de l'IRSEM, tant au siège que dans les provinces, à se former à l'utilisation du manuel et des procédures d'exécution, et a appuyé le recrutement de personnel et les négociations avec la CE sur le programme complémentaire de soutien aux groupes vulnérables. La distribution d'intrants agricoles se poursuit ; la FAO déclare avoir distribué 40 684 kits à la fin du mois de juin et se consacre désormais au soutien et à la formation techniques complémentaires. Au cours du dernier trimestre, le personnel d'assistance technique du PNUD a également consacré beaucoup de temps au suivi des 44 microprojets de réintégration économique qui profitent à environ 4 500 anciens combattants. Enfin, le PNUD a commencé à fournir des services de conseil commercial et de microfinancement qui s'adresseront à un millier d'anciennes combattantes et de veuves d'anciens combattants. Il a également acquis 625 kits de réinsertion pour les distribuer aux anciens combattants pouvant y prétendre.

- Burundi : Les négociations sur le don pour le projet spécial de l'UNICEF se poursuivent et devraient se terminer d'ici le 31 juillet 2004. Dans l'intervalle, l'UNICEF et le Secrétariat exécutif du Programme national continueront à travailler en étroite coopération sur les conditions d'entrée en vigueur de la composante démobilisation et réinsertion des enfants.
- RCA : Voir la section Programmes nationaux ci-dessus.
- RDC : PNUD : La première opération de désarmement, démobilisation et réinsertion d'anciens combattants conjointement menés par la MONUC, le PNUD et le Gouvernement de la RDC, et financée à la fois par le RRM et les projets spéciaux de réinsertion communautaire (ComRec), s'est déroulée en avril et mai 2004 dans les provinces de Maniema et du Nord et Sud Kivu. Cinq cent trente cinq combattants ont été désarmés ; 498 ont été enregistrés à Kindu. Le PNUD a rassemblé les données socioéconomiques sur ces anciens combattants qui permettront de planifier des activités de réintégration. Un réseau d'ONG locales a fourni une aide alimentaire et a tenu des réunions de sensibilisation à la paix et à la réconciliation. L'UNICEF a apporté une aide aux enfants liés à ces groupes armés. Les premiers kits de réinsertion, qui contiennent des outils pour l'agriculture et la pêche, ont été distribués à Kindu deux semaines après les formalités d'enregistrement lors de la visite de l'Administrateur adjoint du PNUD, M^{me} Julia Taft. Un réseau d'ONG nationales et internationales, coordonné par le PNUD, est maintenant chargé des activités de réinsertion conçues au cas par cas.

Le Mécanisme d'intervention rapide a installé du personnel international dans cinq centres de transit du district de l'Ituri en préparation du Plan de désarmement et de réinsertion communautaire pour l'Ituri. Le Projet ComRec a également ouvert des bureaux dans cinq villes de l'Est de la RDC (Bunia, Bukavu, Goma, Kindu et Kalemie). Toutefois, le Bureau de Bukavu a été évacué, le personnel de Kalemie a déménagé et les activités à Kindu et à Goma ont été temporairement suspendues au cours des récentes tensions. Tous les bureaux fonctionnent à nouveau normalement. Par ailleurs, le projet ComRec recrute cinq coordonnateurs nationaux dans la perspective de l'ouverture de cinq centres de transit identifiés par la MONUC en collaboration avec des groupes armés et en coopération étroite avec la CONADER. En Ituri, les comités locaux ont soumis 45 microprojets de reconstruction communautaire et/ou de sensibilisation au ComRec pour approbation.

Projets spéciaux destinés aux enfants soldats : Plusieurs agences partenaires ont fait état de pertes au MDRP au cours des violences qui ont éclaté à Bukavu et à Kisangani. Aucun incident impliquant des enfants anciens combattants participant actuellement à des programmes n'a été signalé, bien que les agences aient indiqué craindre que des enfants aient

pu être (à nouveau) recrutés dans l'Est. Le consortium d'ONG (IRC, CARE, IFESH) travaille avec la CONADER et d'autres agences de protection de l'enfant à la constitution d'une base de données sur les enfants anciens combattants et ceux séparés de leurs familles.

- Ouganda : Le projet spécial MDRP en Ouganda vise à contribuer au travail que la Commission d'amnistie consacre aux forces irrégulières qui se rendent aux autorités dans le cadre de la loi d'amnistie. Par les prestations de trois consultants et des services de conseil directs, le Secrétariat du MDRP aide la Commission à mettre la proposition de projet et d'autres documents sous leur forme finale, et à améliorer son système de gestion. La proposition de projet a été soumise à nouveau au secrétariat du MDRP en avril 2004 et elle a été approuvée par la Banque mondiale le 18 mai. La Banque a approuvé le plan de passation des marchés en juin. Un consultant MDRP travaille avec la Commission d'amnistie afin d'aider à mettre en place une unité de passation des marchés, la *Procurement and Disposal Unit* (PDU), et préparer les processus de passation de marchés. Le Manuel d'exécution des projets est en préparation et l'Accord de don entre la Banque mondiale et le ministère des Finances, du Plan et du Développement économique est en cours de finalisation. Une mission du Secrétariat du MDRP s'est rendue à Kampala du 7 au 11 juin pour faciliter le travail de préparation à l'entrée en vigueur du projet. La Commission a également commencé à se préparer à l'accroissement probable de ses activités. Ces derniers mois, plusieurs centaines d'anciens rebelles ont bénéficié d'une amnistie, ce qui accroît le nombre de cas en instance dont la Commission d'amnistie doit s'occuper avec l'aide du projet. À la mi-mai, le gouvernement a prolongé de trois mois la loi d'amnistie sous sa forme actuelle, c'est-à-dire jusqu'au 17 août 2004. Le gouvernement se propose de présenter prochainement au Parlement une nouvelle série d'amendements à la loi d'amnistie.

III Activités régionales

16. Aucune activité régionale particulière n'a été entreprise pendant le trimestre considéré.

IV Administration du programme

Gestion et coordination du programme

17. Du 12 au 14 mai 2004, la quatrième réunion semestrielle des partenaires organisée et co-présidée par le Gouvernement belge s'est déroulée avec succès à Bruxelles. Globalement, les partenaires se sont félicités des progrès enregistrés par le MDRP au cours des six mois écoulés et l'ont incité à redoubler d'effort pour faire entrer les programmes dans leur phase opérationnelle, notamment au Burundi et en RDC. Les bailleurs de fonds qui abondent le fonds fiduciaire ont approuvé, pour ces deux pays, des dons de 41,8 millions de dollars et de 100 millions de dollars, respectivement.

18. Par ailleurs, à la réunion de Bruxelles, les partenaires ont examiné la possibilité de modifier le calendrier de réunions et d'examens semestriels et la formule d'évaluation à mi-parcours du MDRP. Aucune décision définitive n'a été prise sur ces deux questions et le Secrétariat du MDRP a fourni des informations supplémentaires sur les propositions correspondantes. En outre, à la demande de plusieurs bailleurs de fonds du MDRP, le Secrétariat a engagé des consultations avec les services juridiques et les services des opérations de la Banque mondiale afin d'examiner

la possibilité d'utiliser des ressources du fonds fiduciaire pour financer certaines activités préalables au désarmement, notamment au Burundi. Dans le même ordre d'idées, le Secrétariat a également demandé à tous les bailleurs de fonds de faire savoir si une telle utilisation du fonds fiduciaire serait contraire à la politique interne régissant leurs contributions au fonds fiduciaire du MDRP. Au moins quatre bailleurs de fonds n'avaient pas encore fait parvenir leur réponse à la fin du trimestre.

Engagement de personnel

19. À la fin du trimestre, le nouveau membre du personnel du MDRP, Madjior Solness Dingamadji a pris ses fonctions au Burundi. Les deux candidatures retenues pour Kinshasa et Goma ont été approuvées. On espère que les candidats retenus prendront leurs fonctions d'ici septembre. En outre, face à l'accélération et à l'accroissement des activités du Secrétariat au niveau des projets, on recherche du personnel supplémentaire dans les domaines du suivi et de l'évaluation, et des opérations.

Administration du fonds fiduciaire : Recettes, dépenses et engagements

20. Au cours du trimestre considéré, les recettes du fonds fiduciaire du MDRP ont atteint 94,2 millions de dollars, la deuxième partie de la contribution néerlandaise à hauteur de 24,3 millions d'euros ayant été versée (voir annexe 3). À la fin du trimestre, les décaissements s'élevaient à 19,2 millions de dollars au total pour les programmes nationaux, les projets spéciaux, les activités régionales, la gestion du programme et son administration ; les engagements en suspens représentaient 25,1 millions de dollars au total (soit 11,7 millions de dollars pour le programme national rwandais et 13,4 millions de dollars pour les projets spéciaux de l'Angola et de la RDC). Deux nouveaux accords de don ont été signés pour les programmes nationaux de l'Angola et du Burundi (d'un montant total de 90,2 millions de dollars) à la fin du trimestre ; ces dons devraient commencer à être décaissés d'ici fin juillet.

V Plans pour le prochain trimestre

21. Pour le prochain trimestre (juillet à septembre 2004), le programme de travail du Secrétariat du MDRP portera principalement sur les grands domaines suivants (voir le détail du plan de travail en annexe 4) :

- *Programmes nationaux* : Mettre la dernière main aux dons du fonds fiduciaire du MDRP pour les programmes nationaux du Burundi et de la RDC ; démarrer l'exécution du programme national au Burundi ; poursuivre l'aide au renforcement des activités d'évaluation et de suivi et des stratégies de réintégration au Rwanda ; contribuer aux activités de la Banque mondiale qui préparent à l'entrée en vigueur du programme national en RDC ; lancer des activités majeures en RCA ; et évaluer les paramètres envisagés pour un programme national en République du Congo.
- *Projets spéciaux* : Mettre la dernière main aux accords de don avec l'UNICEF/New York pour les projets du Burundi et de la RDC, et pour la Commission d'amnistie en Ouganda ; modifier les accords de don au profit du consortium d'ONG en RDC ; poursuivre la supervision des activités d'exécution des projets en Angola et en RDC ; et mettre en place un système homogène d'établissement de rapports et un mécanisme de suivi de l'état d'avancement des projets spéciaux et des rapports FMR.

- *Activités régionales* : Travailler avec les gouvernements de la RDC et du Rwanda pour développer les stratégies transnationales de communication.
- *Administration du programme* : Mettre la dernière main aux recrutements et installer le nouveau personnel en RDC (Kinshasa et Goma) et au siège ; planifier et organiser une mission conjointe de supervision et une réunion de synthèse ; engager des consultants et des bureaux d'études pour l'évaluation à mi-parcours ; et continuer les échanges avec le siège des principaux partenaires.

ANNEXE 1 : État d'avancement des programmes nationaux (au 30 juin 2004)

<i>Programme national</i>	<i>État d'avancement</i>	<i>Questions en suspens</i>	<i>Coût total du programme (en dollars)¹</i>	<i>Financement IDA et FF (USD)</i>	<i>Décaissements à ce jour IDA¹/FF (USD)</i>	<i>État d'avancement des opérations</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Angola Projet d'urgence à l'appui de la démobilisation et de la réintégration 	Programme entré en vigueur en mars 2004 (décaissements en cours)	Accord de don du MDTF en cours de finalisation	179 700 000	IDA: 33 000 000 FF: 48 400 000	IDA: 3 010 006 FF: 0	- 97 136 membres de l'UNITA démobilisés et renvoyés dans leur foyer - ~ 55 600 personnes ont reçu des kits de réinstallation, 44 600 des indemnités de réinsertion, 6 300 ont été officiellement employés et 4 400 ont reçu une formation à ce jour
<ul style="list-style-type: none"> • Burundi Projet d'urgence à l'appui de la démobilisation, de la réinsertion et de la réintégration 	Programme approuvé par le Conseil de la Banque en mars 2004. Entrée en vigueur prévue pour juillet 2004. Accord de don finalisé.	Conditions d'entrée en vigueur : décret définissant le statut d'ancien combattant et les critères applicables ; arrêté ministériel définissant le statut des milices et les critères applicables ; MEP	84 400 000	IDA: 33 000 000 FF: 41 800 000	IDA: 391 707 FF: 0	- Camps de démobilisation en cours de réfection, JOP achevé ; matériels pour bénéficiaires en cours d'acquisition
<ul style="list-style-type: none"> • RCA Programme de réintégration et de soutien communautaire pour les anciens combattants (exécuté en tant que projet spécial) 	Programme approuvé en avril 2004. Financement rétroactif à partir de février 2004. Personnel clé en cours de recrutement.	Accord de don signé par la Banque. Conditions d'entrée en vigueur : MEP	13 019 493	FF: 9 777 343 (financé comme projet spécial).	FF: 0	- don contresigné par le PNUD et le gouvernement début juillet

¹ Y compris financements gouvernementaux, bilatéraux et au titre de projets spéciaux.

² Y compris fonds du mécanisme de financement pour la préparation des projets (PPF)

MDRP –Rapport d'étape-avril-juin 2004

<i>Programme national</i>	<i>État d'avancement</i>	<i>Questions en suspens</i>	<i>Coût total du programme (en dollars)¹</i>	<i>Financement IDA et FF (USD)</i>	<i>Décaissements à ce jour IDA¹/FF (USD)</i>	<i>État d'avancement des opérations</i>
• DRC Projet d'urgence à l'appui de la démobilisation et de la réintégration	Programme approuvé par le Conseil de la Banque en mai 2004. Entrée en vigueur prévue en octobre 2004. Accord de don du MDTF en préparation.	Conditions d'entrée en vigueur : critères d'éligibilité ; recrutement du personnel et de l'agence de gestion financière ; MEP.	200 000 000	IDA: 100 000 000 FF: 100 000 000	IDA: 130 000 FF: 0	
• République du Congo	Projet de programme national en préparation					
• Rwanda Projet de démobilisation et de réintégration	Programme entré en vigueur en septembre 2002 – Décaissement en cours.		53 300 000	IDA: 25 000 000 FF: 14 000 000	IDA: 10 310 086 FF: 2 685 773	19 282 personnes démobilisées, 18 828 personnes ont reçu des kits de base pour leur réinsertion, 13 902 personnes ont reçu un appui à la réintégration 11 098 personnes bénéficiaires de dons via le guichet d'appui aux groupes vulnérables.
• Ouganda	Examen de la défense achevé ; Livre blanc sur la défense en cours d'examen par le Parlement.	Discussion avec le gouvernement en cours.				
Décaissements à ce jour					USD	
• IDA:					13 841 799	
• FF:					2 685 773	

Annexe 2 : États d'avancement des projets spéciaux (au 30 juin 2004)

	<i>Organisme auteur de la proposition</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Examen du LAC</i>	<i>Représentation de la proposition</i>	<i>Budget approuvé (USD)</i>	<i>Accord juridique : État d'avancement</i>	<i>Décaissements des fonds</i>	<i>État d'avancement des opérations</i>
République démocratique du Congo	1. Save the Children/RU	Appui à la réunification et à la réinsertion d'anciens enfants-soldats en RDC	Février 2003	Avril 2003	2 456 178	Accord de don signé en octobre 2003	1 ^{re} tranche de 963 000 USD décaissée en mars 2004	2 ^e rapport d'étape reçu
	2. IRC 3. IFESH 4. CARE (projet fusionné)	Évaluation de la situation et projets-pilotes de démobilisation et de réinsertion d'enfants soldats (Province Orientale, Nord Katanga, Maniema)	Février 2003	Mars 2003	6 989 340	Accord de don signé par toutes les parties	1 ^{re} tranche de 2 000 000 USD décaissée en janvier 2004	2 ^e rapport d'étape reçu
	5. PNUD/Gvt RDC	Redressement de la situation des communautés et réintégration des anciens combattants au Congo oriental	Février 2003	Mai 2003	5 000 000	Accord de don signé par toutes les parties	1 ^{re} tranche de 2,8 millions USD décaissée en janvier 2004	1 ^{er} rapport d'exécution attendu.
	6. PNUD	Mécanisme d'intervention rapide	Juin 2003	Juillet 2003	4 629 870	Accord de don signé par toutes les parties	1 ^{re} tranche de 3,2 millions USD décaissée en janvier 2004	1 ^{er} rapport d'exécution attendu

MDRP -Rapport d'étape-avril-juin 2004

	7. Croix-Rouge belge	Renforcement des capacités et appui aux activités de prévention du recrutement d'enfants dans les groupes armés, et de démobilisation et de réinsertion des enfants associés à ces groupes	Juillet 2003 ; septembre 2003	Août 2003	2 157 754	Accord de don signé par toutes les parties		Une clause de paiement rétroactif de 20% a été approuvée pour permettre le démarrage des activités
	• UNICEF	Prévention du recrutement d'enfants dans les groupes armés, et démobilisation et réinsertion des enfants associés à ces groupes	Octobre 2003	Novembre 2003	4 996 927	Dispositif en préparation pour soumission à l'approbation de la Banque		
Angola	• PNUD (en partenariat avec la FAO)	Proposition conjointe de projet spécial à l'appui de la réinsertion des soldats démobilisés en Angola	Mars 2003	Avril 2003	4 336 483	Accord de don signé par toutes les parties	1 ^{re} tranche de 2,5 millions USD décaissée en octobre 2003.	! Intrants agricoles distribués à 40 000 pers. ; ! 4 500 pers. recrutées dans des activités de réintégration économique !
Burundi	• UNICEF	Proposition de projet spécial à l'appui de la démobilisation, de la réinsertion et de la prévention du recrutement d'enfants soldats	Juin 2003	Août 2003	3 607 498	Accord de don en cours de finalisation par la Banque		

MDRP -Rapport d'étape-avril-juin 2004

Ouganda	<ul style="list-style-type: none"> Commission d'amnistie 	Rapatriement, réhabilitation et réintégration de journalistes en Ouganda	Novembre 2003	Janvier 2004	4 204 000	Accord de don soumis à la Banque	
RCA	<ul style="list-style-type: none"> Gvt RCA/PNUD 	Projet spécial de démobilisation et de réinsertion des anciens combattants (alternative au programme national)	Février 2004	Février 2004	9 777 343	Accord de don signé par la Banque	Une clause de paiement rétroactif de 10% sera présentée parallèlement au dispositif pour permettre le démarrage des activités

**Annexe 3 : Fonds fiduciaire du MDRP (FF 50574)
État financier non vérifié***

Recettes et décaissements	USD Au 30/06/04	USD Au 31/03/04
1. Montants reçus à ce jour		
a. Contributions des bailleurs des fonds	92 556 459	63 632 904
- Belgique	10 992 483	10 992 483
- Canada	7 087 257	7 087 257
- CE	10 916 000	10 916 000
- Danemark	2 486 188	2 486 188
- France	2 078 600	2 078 600
- Allemagne	2 282 248	2 282 248
- Italie	1 714 050	1 714 050
- Pays-Bas	39 275 743	10 352 188
- Norvège	3 533 070	3 533 070
- Suède	2 190 820	2 190 820
- Royaume-Uni	10 000 000	10 000 000
b. Revenus des placements**	1 600 859	1 430 465
Montant total reçu	94 157 317	65 063 368
2. Décaissements effectués à ce jour		
a. Programmes nationaux	2 685 773	2 685 773
b. Projets spéciaux	12 165 652	12 165 652
c. Activités régionales	628 436	557 558
d. Administration du programme ***	3 291 052	2 283 431
e. Charges administratives du Fonds fiduciaire**	381 797	381 797
Montant total des décaissements	19 152 709	18 074 211
3. Solde du Fonds fiduciaire	75 004 608	46 989 157

* Au 30/06/04

** Revenus des placements et charges administratives au 07/01/04

***Comprend la participation du secrétariat du MDRP à l'administration générale du programme ainsi qu'à la gestion des programmes nationaux et des projets spéciaux

MDRP –Rapport d'étape-avril-juin 2004

Annexe 4 : Plan de travail du MDRP (juillet -septembre 2004)

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Observations</i>
A. Programmes nationaux				
• Angola	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programmer/effectuer une mission de supervision ▪ Signer et transmettre les documents relatifs au 1^{er} décaissement au titre du FF du MDRP ▪ Décaisser les fonds au titre du don du FF 	<p>Août/octobre 2004</p> <p>Juillet 2004</p> <p>Août 2004</p>	<p>Banque Mondiale</p> <p>Gouvernement</p> <p>Banque Mondiale</p>	<p>Accord de don signé le 7 juillet par la Banque</p>
• Burundi	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Entrée en vigueur du don IDA ▪ Signature de l'accord MDRP/FF ▪ Démarrage des activités de démobilisation 	<p>Juillet 2004</p> <p>Juillet 2004</p> <p>Août 2004</p>	<p>Gouvernement et Banque mondiale</p> <p>Gouvernement et Banque mondiale</p> <p>ES/NCDRR et ONUB</p>	
• RCA	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Finaliser l'accord de subvention avec le PNUD ▪ Finaliser les conditions d'entrée en vigueur (MEP) ▪ Effectuer le 1^{er} décaissement ▪ Poursuivre le travail déjà commencé 	<p>Juillet 2004</p> <p>Juillet 2004</p> <p>Août 2004</p> <p>Juillet-septembre 2004</p>	<p>Gvt/PNUD</p> <p>PNUD</p> <p>Banque Mondiale</p> <p>PNUD/Gvt</p>	
• Congo	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Effectuer une mission préparatoire pour décider des paramètres du programme en vue de l'aide du MDRP ▪ Organiser et effectuer une mission d'évaluation 	<p>Juillet 2004</p> <p>Septembre/octobre 2004</p>	<p>MDRP et partenaires</p> <p>MDRP, partenaires et Banque</p>	
• RDC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Approbation d'un PNDDR par le Gvt ▪ Finaliser le recrutement des consultants nationaux et internationaux ▪ Entrée en vigueur du don IDA ▪ Finalisation et signature de l'accord MDRP/FF ▪ 1^{er} décaissement au titre du don FF ▪ Organiser et conduire un atelier sur la réintégration 	<p>Juillet 2004</p> <p>Juillet-août 2004</p> <p>Août 2004</p> <p>Juillet/août 2004</p> <p>Septembre 2004</p> <p>Juillet/août 2004</p>	<p>CONADER/Gvt</p> <p>CONADER/partenaires/MDRP</p> <p>Banque Mondiale/ Gvt</p> <p>Gvt et Banque Mondiale</p> <p>Gvt et Banque Mondiale</p> <p>CONADER/MDRP</p>	<p>Sauf l'organisme international de gestion financière</p> <p>Participation du personnel du programme burundais</p>
• Rwanda	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer les liens entre la RDRC et le Gvt de la RDC ▪ Renforcer l'aide à la réintégration 	<p>En cours</p> <p>En cours</p>	<p>MDRP</p> <p>RDRC et TCC</p>	

MDRP –Rapport d'étape-avril-juin 2004

● Ouganda	▪ Décisions concernant les effets des UPDF et les conditions requises pour la démobilisation	Troisième trimestre 2004	Gvt/MDRP/partenaires	
B. Projets spéciaux				
● Angola	▪ Achever la composante agriculture ▪ Suivre de près les activités de réintégration économique ▪ Exécuter la composante services de conseil commercial et de microfinancement	Août/septembre 2004 En cours Août/septembre 2004	FAO/ONG PNUD/Gvt PNUD/Gvt	Cibler 1 000 anciennes combattantes et veuves d'anciens combattants
● Burundi - UNICEF	▪ Finalisation/signature de l'accord de don ▪ Finalisation du manuel d'exécution des projets ▪ Déblocage de la 1 ^{re} tranche à décaisser ▪ Intégration des activités principales dans le programme national DDR	Juillet 2004 Juillet 2004 Août 2004 Juin 2005	Banque mondiale/UNICEF UNICEF Banque mondiale NCDRR/UNICEF/Autres parties prenantes du Gvt burundais	Accord de don définitif transmis à l'UNICEF le 16 juillet
● RDC- SCF	▪ Aide à l'exécution des activités	<i>En cours</i>	MDRP	
● RDC- Consortium d'ONG	▪ Aide à l'exécution des activités ▪ Examen de l'état d'avancement du programme à ce jour ▪ Octroi et modifications des dons selon les besoins pour la 2 ^e année d'opérations	<i>En cours</i> Août/sept. 2004 Sept. 2004	MDRP ONG/MDRP MDRP/Banque	
● RDC-PNUD Com. réintégration	▪ Aide à l'exécution des activités	<i>En cours</i>	MDRP	
● RDC-PNUD RRM	▪ Aide à l'exécution des activités	<i>En cours</i>	MDRP	
● RDC-Croix-Rouge belge	▪ Finaliser le Manuel d'exécution des projets ▪ Décaisser les fonds ▪ Aider à l'exécution des activités	Juillet 2004 Juillet/août 2004 En cours	BRC Banque mondiale MDRP	
● RDC-UNICEF	▪ Finalisation/signature de l'accord de don ▪ Décaissement de la 1 ^{re} tranche	Juillet/août 2004 Août/sept. 2004	Banque mondiale, UNICEF Banque mondiale	
● Ouganda- Comm. d'amnistie	▪ Signature de l'accord de don ▪ Finalisation du Manuel d'exécution des projets ▪ Modification de la loi d'amnistie ▪ Aide à la préparation du projet ▪ Recrutement et passation des marchés ▪ Décaissement de la subvention	Mi-juillet 2004 Fin juillet 2004 Début août 2004 <i>En cours</i> <i>En cours</i> Octobre 2004	Banque mondiale/ Gvt Commission d'amnistie Gouvernement Secrétariat MDRP Commission d'amnistie Gvt/Secrétariat MDRP	

MDRP –Rapport d'étape-avril-juin 2004

C.. Activités régionales				
<ul style="list-style-type: none"> ● RDC- Rwanda Activités transnationales de sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Favoriser la reprise des efforts visant à appliquer la stratégie conçue par les gouvernements de la RDC et du Rwanda 	En cours	Gvts rwandais et RDC, MONUC, Secrétariat MDRP	
D. Administration du Programme				
<ul style="list-style-type: none"> ● Suivi du programme 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Finaliser les TOR en vue de l'évaluation à mi-parcours ▪ Identifier/solliciter des offres de consultants et bureaux d'études ▪ Évaluer les offres et attribuer des contrats aux consultants 	Juillet 2004	Secrétariat MDRP/partenaires	
		Août 2004	Secrétariat MDRP	
		Sept. 2004	Secrétariat MDRP/Banque	
<ul style="list-style-type: none"> ● Gestion du programme 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Installer les nouveaux agents: <ul style="list-style-type: none"> ◦ à Kinshasa et Goma ◦ au siège ▪ Organiser/conduire une mission conjointe de supervision ▪ Organiser une réunion de synthèse et établir le rapport de mission ▪ Suivre les contributions annoncées par l'Allemagne et la BAfD 	Sept. 2004	Secrétariat MDRP/Banque	
		Août 2004	Secrétariat MDRP	
		Sept./oct. 2004	Secrétariat MDRP/partenaires	
		Oct. 2004 Sept. 2004	Secrétariat MDRP	